



Sup'édito

Sommaire

Sup'R édito	p. 1
Hier et demain...	p. 2
Vie de syndicalisme	p. 3
Ascenseur social	p. 4
Etudes Santé	p. 5
Sur les PPP (3)	p. 6
Les RES	p. 7
Nouvelle équipe	p. 8



Au cours du **congrès de Sup'Recherche-UNSA**, qui s'est tenu à Nancy, en novembre dernier, nous avons pris une série de décisions importantes, dont les principales se trouvent dans notre motion d'orientation (jointe).

Lors de son congrès, **Sup'Recherche** a donné la possibilité à ses militants de faire le point sur les 3 années écoulées. Trois années qui ont bouleversé nos métiers et nos outils de travail. Trois années qui ont été celles de tous les dangers, et qui n'auguraient pas de lendemains qui chantent pour les services publics, à commencer par celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, mais aussi trois années qui ont permis à **Sup'Recherche** de voir certaines de ses revendications devenir réalité.

Notre congrès fut aussi l'occasion de réfléchir à l'avenir de notre syndicat, en continuant à nous affirmer comme une force de propositions, comme interlocuteur responsable et ferme sur nos positions, et en syndicat qui tient un rôle important au sein de sa fédération, l'UNSA Éducation.

Dans ce contexte, nous avons décidé de la création d'une Union, l'**UNSA Recherche**, regroupant les chercheurs des syndicats **Sup'Recherche** et du SNTES. A la tête de cette union le Secrétaire Général, Philippe Jauffret, est du SNTES et la Secrétaire Générale, Mila Nikolova, est chercheur à l'ENS Cachan et membre de **Sup'Recherche**. L'objectif principal de cette union est d'être plus visible au sein des grands organismes et en particulier du CNRS de façon à terme à obtenir de meilleurs résultats lors des élections.

L'année 2011 est en effet une année chargée sur le plan des **élections** :

Pour le **CNRS**, il vient d'y avoir les élections au **CAES** dans lesquelles nous avons progressé de 500 voix, alors qu'il y avait moins de votants et que les autres syndicats ont eu moins de voix (entre 500 et 700 voix de moins) ; seul Sud a légèrement augmenté. Pour cette fois-ci, nous avons donc obtenu 3 élus et 2 suppléants.

Toujours pour le CNRS, nous préparons activement les élections des **CAP**. Enfin, fin 2011, nous préparerons les élections du Comité National du CNRS, pour lequel il faudra présenter des candidats chercheurs et enseignants chercheurs.

Les élections du **CNESER** ont eu lieu et ont permis à l'ensemble de notre fédération d'être clairement la première de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. **Sup'Recherche** se trouve dans une position renforcée : nous sommes en nette progression en voix, et ce, même si nous n'obtenons pas plus de sièges qu'en 2007. Un grand merci à tous nos candidats et électeurs !

Et c'est maintenant la préparation des élections pour le **CNU**... Nous essayons d'avoir des listes dans (presque) toutes les sections et si chacun d'entre nous vote et fait voter 2 ou 3 collègues pour nos listes, on devrait être (très) bons...

Enfin, en **octobre 2011**, nous devons voter pour les nouveaux **CT** qui remplacent les CTP. Ces élections sont extrêmement importantes car elles permettront de mesurer la représentativité de l'UNSA...

Votons et faisons voter pour nos listes !

Je ne voudrais pas terminer cet éditorial sans remercier l'ensemble des collègues qui m'ont renouvelé leur confiance et sans souligner qu'Yves Markowicz - qui a souhaité pouvoir disposer d'un peu plus de temps - me manque sérieusement et que j'ai réellement beaucoup apprécié nos 3 années de codirection de **Sup'Recherche**.

Ainsi, notre congrès nous a permis de renouveler nos instances, tout en honorant plusieurs de nos amis qui ont pris une retraite bien méritée, une retraite dont nous essaierons tout de même de les tirer régulièrement pour continuer à bénéficier de leur expérience et de leur réflexion.

Christine Roland-Lévy, Secrétaire Générale de **Sup'Recherche**

SUP'R INFO

Publication du syndicat
Sup'Recherche-UNSA
 87 bis avenue Georges Gosnat
 94853 IVRY sur SEINE CEDEX
 Tél. : 01 58 46 14 85
 Télécopie : 01 58 46 14 89
 Courriel :
sup-R@unsa-education.org
<http://www.sup-recherche.org>

Directeur de la publication :
 Christine Roland-Lévy
 Rédacteur en chef :
 Gérard Foucher
 Charte graphique :
 Bruno Deshommes Conseil
 Conception, réalisation :
 Flora Lassarre
 Cyrille Mourton
 Impression :
 Avernès Graphique Paris
 CPPAP : 0708S06550
 ISSN : 1265-2504

Le prix du numéro est compris dans la cotisation syndicale, pour les personnes extérieures au secteur de syndicalisation couvert par **Sup'Recherche**, le prix du numéro est de 2 euros et l'abonnement annuel est de 10 euros.

La parole est aux sages

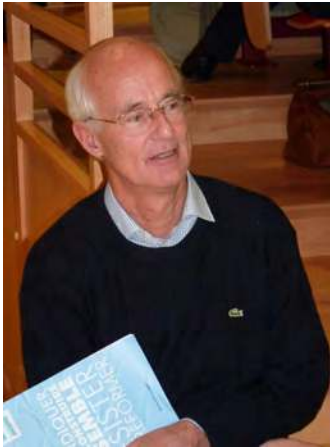
Dans ce numéro 66 de **Sup'R Info** nous donnons la parole à plusieurs de nos camarades qui ont contribué à la fondation de **Sup'Recherche** et qui ont été extrêmement actifs pendant de nombreuses années au sein de notre syndicat.

Nous commencerons avec **Patrice Gadelle** qui fait « son » historique de **Sup'Recherche**. **Guy Lachenaud** nous fait aussi partager ses réflexions sur sa vie de syndicalisme. Nous poursuivrons avec **Gérard Habrioux** qui nous donne son avis sur les études de santé qui vont, dès la prochaine rentrée, passer au système LMD.

Patrice Gadelle

Notre syndicat hier et demain

Sup'Recherche s'est créé il y a 17 ans, sinon par hasard, du moins suite à un événement imprévu : la scission de la FEN et l'adhésion du **SNESup** à la FSU. Plusieurs d'entre nous militaient antérieurement au **SNESup**, membre de la FEN jusqu'à sa scission. Ce syndicat, comme sa fédération, était organisé en « tendances », sur la base de motions d'orientations présentées en préparation des congrès. Cette méthode a l'avantage de faire choisir les adhérents de base mais l'inconvénient de cristalliser les oppositions internes. Au **SNESup**, cet inconvénient avait été résorbé par des relations amicales entre les animateurs des principales tendances.



L'orientation (minoritaire) à laquelle je participais avait eu la satisfaction de contribuer à l'approbation par les instances nationales du syndicat des accords de « revalorisation ». L'acquis le plus marquant de ces accords était l'instauration de la hors-classe des maîtres de conférences, déblocage de carrière dont bénéficient beaucoup de collègues... et de retraités actuels. Pour en apprécier l'impact, il suffit d'examiner l'échelle indi-

caire des chargés de recherche CNRS qui se termine comme celle de la classe normale des MCF. (Cette injustice ne pourra être réparée qu'avec la création, revendiquée par **Sup'Recherche**, d'une hors-classe des CR.) Pourquoi avions-nous du nous battre pour obtenir l'accord du **SNESup** à cette revalorisation? Parce qu'elle s'accompagnait de l'instauration, non conforme à la doctrine syndicale, de la PEDR et des autres primes (administrative et pédagogique). La tentation de refuser tout accord imparfait était déjà forte au **SNESup**, mais elle y était encore minoritaire. Nous pensions que son départ de la FEN devait faire glisser le **SNESup** (dont les dirigeants étaient sensibles à la pression idéologique de l'extrême-gauche) vers des positions de plus en plus rigides. Nous n'avions pas deviné qu'il irait jusqu'à son refus de négociations de mars 2009...

Une scission est rarement mobilisatrice, et le nouveau syndicat était plus riche de sympathies muettes que d'adhésions militantes. Il n'a pu démarrer que grâce à l'investissement personnel d'une « bande de copains » appuyés sur l'implantation locale et disciplinaire de Jean-Paul Lecertua. (Notre première liste de candidats au CTPU, qu'il avait fallu déposer quelques mois après la création de **Sup'Recherche**, comportait plus d'un quart de candidats issus de l'université du Limousin ou de la 14^e section du CNU.) Au moment de la réforme Bayrou (1995), Jean-Paul était simultanément notre élu au CNESER (dans le collège B) et directeur de son UFR ce qui lui

donnait le « feed-back » immédiat dans les discussions. J'en tire une première leçon : pour être efficaces, il faut que nos représentants dans les instances nationales soient appuyés sur une forte implantation, sinon locale et disciplinaire, du moins locale ou disciplinaire et restent en contact avec nos collègues. Jean-Paul était un gros utilisateur de la télécopie et du téléphone portable. Depuis, le courrier électronique a démultiplié nos possibilités de communication. J'en ai usé comme les autres élus aux instances nationales mais attention ! Le courriel permet d'informer ses correspondants (d'un projet, de l'état d'une discussion...) et de les consulter de manière binaire (par exemple pour vérifier leur non-opposition). Il s'engorge et ne permet pas un échange approfondi d'arguments dès que les avis sont partagés. Aujourd'hui, nous sommes tous submergés de messages et avons rarement le temps nécessaire pour répondre à des questions qui méritent réflexion. Le courriel ne remplace pas les réunions (donc, pour ce qui nous concerne, les réunions syndicales) avec la difficulté supplémentaire que, en facilitant les convocations, il nous submerge aussi sous le nombre d'invitations.

Face à cette situation, certains pratiquent la fuite en avant en transférant la responsabilité de l'action syndicale (et la plus lourde de conséquences, l'appel à la grève) à des assemblées générales délibératives organisées sans souci de représentativité. C'est ainsi que, pendant le mouvement sur les retraites, une assemblée générale étudiants/personnels des universités de Grenoble de 300 personnes a, sans rire, voté un appel à la poursuite de la grève. Instruits par des précédents analogues, ni notre syndicat, ni nos partenaires de l'UNSA, n'avaient appelé à cette « assemblée générale » dont les initiateurs n'ont pas osé répercuter l'appel...

La presse a noté que la dernière élection du CTPU des enseignants-chercheurs avait à la fois conforté le syndicat « majoritaire » et les syndicats « réformistes », parmi lesquels **Sup'Recherche**, arrivé pour la première fois en troisième position. Elle aurait pu insister sur le fait que moins d'un tiers des inscrits ont participé au scrutin. Les taux de participation des chercheurs et des PRAG ou PRCE à leurs élections spécifiques ne sont guère plus élevés. Comment nous adresser à la majorité de nos collègues, dubitatifs quant à l'utilité de l'action syndicale (la nôtre ou celle des autres), même après une extrême médiatisation comme celle des mouvements du début 2009 ? Je ne vois pas d'autre solution que le militantisme personnel, où chacun s'adresse individuellement à ses collègues et camarades de travail, dans son laboratoire (ou sur ses autres lieux de travail). On y rencontre manque de reconnaissance, inégalités dans l'attribution de moyens, petites ou grandes injustices qui créent rancœurs et découragements.

Face aux placardisations ou aux exclusions, il faudra parfois faire appel au texte récemment modifié, pour rappeler qu'un enseignant-chercheur a droit à être rattaché à un laboratoire, et qu'on ne peut pas moduler son service d'enseignement sans son accord écrit. C'est en étant présents et actifs dans leur environnement professionnel que les militants de **Sup'Recherche** permettront à leur syndicat de jouer son rôle de vecteur de solidarité entre collègues et camarades de travail. Le reste (le développement de **Sup'Recherche**) nous sera donné de surcroît !

Patrice Gadelle

Guy Lachenaud Une vie de syndicalisme

Pour moi, tout a commencé en novembre 1967-mai 68 (que Sarkozy, dont les compétences en histoire sont douteuses, veut liquider, demandez-vous pourquoi). Au moment des barricades de la rue Gay-Lussac, j'étais au siège du *SNESup* avec Geismar et Cohn-Bendit. J'ai fait partie des rebelles de Nanterre, contre les mandarins de l'*Establishment*, bien sûr, mais aussi pour la réforme de l'Université (participation, collégialité, interdisciplinarité). 1968, ce n'était pas seulement le fait de marxistes-léninistes ou de maoïstes, n'en déplaise à Geismar, à qui je reconnais au moins le mérite d'avoir changé sans virer de bord comme certains de ces camarades qui ont rejoint le camp des réactionnaires. J'ai appris à parler devant des amphist survoltés, à débattre avec des gens très divers, les communistes critiques de Nanterre, les professeurs qui avaient compris que les choses devaient changer, des étudiants de tout bord. Tout cela m'a valu une réputation assez sulfureuse, d'autant plus que dans ma thèse de 1976, je n'hésitais pas à citer Jean-Pierre Vernant et les structuralistes. Je passais pour un rouge et ma carrière en a souffert.

Lors des assises de Villetaneuse organisées par le *SNESup*, j'ai été bombardé responsable du groupe qui réfléchissait sur l'avenir des formations supérieures en Lettres et Sciences Humaines, tout simplement parce que les « littéraires » étaient bien peu présents. Pourquoi mon cursus syndical fut-il aussi rapide, au point que je devins secrétaire national du *SNESup* ? Après les errements de la période Geismar, il fallait reconstruire le syndicat. Je ne suis pas dupe : le syndicat était « animé notamment par des communistes », comme disait le Monde, et les communistes avaient besoin de compagnons de route et de cautions sociales-démocrates et/ou chrétiennes. Souvenez-vous de Marchais tendant la main aux chrétiens. Je me souviens d'un congrès de la FEN où les camarades du *SNESup* m'avaient encouragé à répondre à des propos de bouffeurs de curés de la direction *UID* en faisant valoir les principes d'un catho de la laïque. Accords Lang-Coupé, reconnaissance des diplômes du Vatican, tentatives pour inscrire l'identité chrétienne dans les textes fondateurs de l'Europe, voile, burqa, croix et kipka, montée des fondamentalismes, arrière-plan religieux de certains conflits, retour offensif des tenants de la « loi naturelle », je ne détaille pas tout ce met le problème de la laïcité au cœur de l'actualité.

Travailler avec les communistes au plan national ne m'empêchait pas de travailler à Nanterre à la mise en œuvre de la loi Edgar Faure, comme vice-président de l'assemblée constitutive et comme membre de l'équipe du président Rémond, plutôt gaulliste et démocrate-chrétien que rouge, comme le disait la réaction universitaire, et réformateur habile. Des contradictions lucidement assumées, me semble-t-il. Une vie bien pleine, d'autant plus que je m'étais bien gardé de devenir un permanent de la direction nationale exonéré de toute activité d'enseignement et de recherche.

Je ne regrette nullement d'avoir travaillé avec les communistes. Quelques figures me viennent à l'esprit : Mazauric, Cortois, Mazliak, Duharcourt, Odent, Terrot. Au *SNESup*, comme à Nanterre, le présent et l'avenir des étudiants étaient au cœur de mes préoccupations, l'information et l'orientation, les formations supérieures, la professionnalisation, le décroisement et les passerelles, la formation continue, l'international, mais aussi les institutions et la gouvernance des universités. Je me souviens notamment de Savary qui rappelait à des universitaires qui étaient venus se plaindre de l'alourdissement des services que l'enseignement venait avant la recherche (enseignant-chercheur et non l'inverse). Je me souviens d'un voyage en *RDA*, où nous avons visité des écoles maternelles exemplaires et deux écoles professionnelles : l'une fabriquait

des supports de sapin de Noël et l'autre des composants électroniques. Plus

tard, j'ai participé à des rencontres internationales (équivalences et validation des acquis, comparaison des dispositifs d'évaluation). Bien sûr, le contexte a bien changé, je fais figure d'ancien combattant, mais les problèmes demeurent, après la loi *LRU* que je considère comme particulièrement nocive parce qu'elle met en place des mécanismes qui vont à l'encontre de ce que je souhaite pour nos établissements (multiplication des statuts dérogatoires, conception managériale et non collégiale...), et les « nouveautés » concernant les IUFM, la formation et l'emploi des maîtres de tout niveau. Un de mes regrets, c'est d'avoir échoué quand j'ai été candidat à la direction de l'IUFM de Versailles, après tous mes efforts pour créer un service universitaire de la formation des maîtres et des formateurs à Nanterre. J'aurais pu défendre les IUFM contre les faux procès et continuer à faire travailler ensemble littéraires et scientifiques, formateurs de tout statut, avec le souci de préparer les étudiants à travailler dans un esprit d'équipe au sein des établissements scolaires. C'était à mes yeux un atout essentiel de la FEN (et aujourd'hui de l'UNSA-Education) et le plus sûr moyen de nous prémunir contre les dérives du corporatisme, et des gouvernements qui ne cessent de surfer sur les égoïsmes catégoriels (« diviser pour régner »). Il a fallu choisir. Il faut bien parler de la dislocation de la FEN (nous souffrons encore de ses conséquences). Je le dis clairement : je considère que les responsabilités sont partagées, il y avait dans les deux camps des apparatchiks. Certaines manœuvres politiques contredisaient le principe de l'indépendance syndicale et certains rêvaient d'une FEN courroie de transmission. Ces manœuvres étaient d'autant plus regrettables qu'elles compromettaient le nécessaire rassemblement de toutes les forces progressistes, au moment du Programme commun ou plus tard. Après la création de la FSU, la direction nationale du *SNESup* a fait mine, pour un temps, d'adopter une position d'expectative ... avant de mettre inopinément à l'ordre du jour le principe de l'adhésion à la FSU. Je me suis donc rapproché des *UID*, d'autant plus que, progressivement, j'étais devenu un militant politique. Avec eux (notamment Cerfontaine, Lecertua, Gabelle, Mailles), j'ai participé à la création de *SupRecherche*, pour que le *SNESup* ne puisse plus se présenter comme le syndicat de l'enseignement supérieur (c'est pourtant ce qu'il persiste à faire, non sans un succès relatif, puisque certains collègues, fidèles au passé et pourtant bien proches de nous, n'ont pas sauté le pas comme nous l'avons fait). En écrivant, je songe à Jean-Claude Barbarant, dont j'admirais la rigueur et le dévouement, mais aussi à Jean-Paul Roux, Patrick Gonthier, et aussi Dominique Lassarre, dont j'admire l'inlassable activité et les analyses. J'ai approuvé sans réserves la création de l'UNSA. La fonction publique et territoriale ne doit pas vivre en vase clos, elle doit évoluer pour mieux jouer son rôle au cœur de la société civile. En un temps où les fonctionnaires, de Barre à Sarko, sont présentés comme des égoïstes et des nantis, où la gestion des ressources humaines s'inspirent de considérations économiques plutôt que de la prise en compte des besoins sociaux, il est plus que jamais nécessaire de rechercher des solidarités au delà du clivage entre public et privé. Je suis fier d'avoir été, avec Jean-Paul Lecertua, pour lequel j'avais tellement d'estime et d'affection, secrétaire fondateur de notre syndicat. Aujourd'hui, nos effectifs ne sont pas à la hauteur de nos espérances. Mais nous sommes utiles et indispensables pour faire valoir notre conception de la laïcité et les principes



qui fondent une action syndicale capable de s'indigner quand elle se heurte à l'inacceptable et de proposer le changement et les aménagements quand les interlocuteurs acceptent de jouer le jeu d'une politique contractuelle. Au moment où je me sens vraiment atteint par la limite d'âge, et où j'ai quitté la direction nationale depuis le congrès de Nancy, j'ai tenu à témoigner d'un parcours personnel et à saluer tous ceux dont j'ai partagé les

engagements. Garder en mémoire d'où nous venons, c'est nécessaire pour appréhender le présent et préparer un avenir qui soit un peu meilleur.

Je fais confiance à mes amis et camarades pour tenir le flambeau. Je suis encore des vôtres.

guy.lachenaud@orange.fr

Guy Lachenaud Sur la panne de l'ascenseur social

De nombreux symptômes manifestent que l'ascenseur social, pour ce qui relève de l'école et de l'université, est en panne. Tout le monde en convient, nostalgiques des « hussards de la république », idéologues du retour aux « fondamentaux » (discipline, smic culturel), progressistes qui s'élèvent contre la notation des établissements et la ségrégation scolaire, et certains « experts », bien en cour, qui conseillent au gouvernement des réformes pour y remédier.

Je voudrais ici mettre en relation des phénomènes apparemment bien divers :

- stagnation, voire diminution des élèves des grandes écoles provenant des CSP du bas de l'échelle (fils ou filles d'ouvriers et d'employés), augmentation du nombre des « héritiers », fils de profs et fils ou filles de bourgeois parisiens.

- disparités CSP constatées entre les divers types d'enseignement supérieur. Pour des raisons compréhensibles, les étudiants d'origine modeste ont plus tendance à choisir des études « courtes », type BTS ou IUT.

- montée en puissance des établissements privés qui prétendent offrir un climat plus favorable à l'acquisition des savoirs et à une bonne éducation. A noter que certaines familles qui se réclament de la religion musulmane préfèrent mettre leurs enfants dans le privé. Comme si ces établissements, même liés par contrat avec l'Etat, étaient soumis aux mêmes contraintes que les établissements publics.

- hiérarchisation-spécificité des établissements scolaires et quartiers dits sensibles.

- palmarès de Shanghai des universités et inquiétude sur le mauvais classement des universités françaises.

Face à cette situation, il arrive que le gouvernement affiche de bonnes intentions. Mais il convient de mettre en question le bien-fondé, les motivations et les modalités de ces mesures. Quelques exemples suffiront.

Il est question de rapprocher concours des ENS, des IEP et des écoles de commerce. Après tout, Pompidou est passé à la Banque Rothschild et je ne sache pas que Fabius ait jamais enseigné. Néanmoins, cela fait partie de la vocation originelle des ENS de préparer les élèves au métier d'enseignant, en relation avec les Universités et pas seulement avec leurs personnels propres. Je désapprouverais qu'on l'oublie et que les critères de l'excellence, qui servent à constituer les élites, ne soient plus fondés sur autre chose que l'aptitude à manier les concepts du libéralisme économique et financier et la connaissance des mécanismes qui le mettent en œuvre. Notez-le : après une période où les hommes politiques venaient essentiellement de l'ENA, voici venu le temps des avocats d'affaire. Est-ce un progrès ?

Je me souviens d'un temps où il était à la mode d'afficher sa volonté de lutter contre le dualisme universités-classes préparatoires et écoles. Je rappelle au passage que rien n'empêche les Universités d'aménager des parcours analogues à ceux des prépas. Mais les classes préparatoires (beaucoup d'entre elles n'ont jamais d'admissible ou d'admis) se sont multipliées parce qu'elles offrent un cadre plus sécurisant et plus proche, et que les chefs d'établissement, relayés par le Snes et la société des agrégés, s'accommodent et tirent

profit de cette course à l'échafaud des établissements et de ce climat d'élitisme et de compétition. En tout cas, rien n'a été fait pour mettre fin au dualisme institutionnel qui caractérise (exception culturelle française) les enseignements post-bac et n'a plus de raison d'être puisque les PRAG-PRCE assument une part croissante des enseignements.

Le soutien des élèves en difficulté ou en état de rupture scolaire nécessite des mesures de discrimination positive. Tutorat, enseignements de soutien, voire internat pour faire échapper à un environnement social peu propice. Soit. Certains établissements de la Seine Saint Denis ont réussi à mobiliser des équipes pédagogiques motivées pour lutter contre la ségrégation et l'échec scolaires. Mais qu'en est-il sur un plan plus général ? En affichant le palmarès des résultats du bac, sous prétexte d'assouplir la carte scolaire, on habitue les parents à une logique consumériste, on contraint certains élèves à des trajets de plus en plus longs pour rejoindre un « bon » établissement. Il est désastreux d'envoyer au casse-pipe de jeunes collègues sans formation professionnelle, sans les avoir prévenus de ce qui les attendait, et de compromettre la constitution d'équipes pédagogiques stables.

Il est scandaleux d'alimenter la psychose sécuritaire quand il est question de l'école. Bayrou disait qu'elle devait être un sanctuaire (étymologiquement quelque chose de clos). C'était un rêve dangereux : bien sûr l'école reflète les difficultés sociales (montée des agressions contre les personnes, échec de l'intégration), la scolarité et les études ne sont pas une parenthèse, mais un moyen de faire des élèves des citoyens conscients de leurs droits et de leurs devoirs. Mais qui peut croire que la présence policière dans certains établissements forcément ciblés et par conséquent « stigmatisés » peut être une solution quand elle se substitue aux postes d'éducateurs et de travailleurs sociaux.

Je m'interroge aussi sur la création des PRES. Ce que nous avons appris d'un camarade de Nancy au dernier Conseil national suffit à démontrer que la constitution de grands ensembles universitaires (sous prétexte de faire le poids sur le plan international) risque d'accroître le pouvoir des présidents-managers au détriment de la démocratie collégiale. Si l'on multiplie les statuts dérogatoires pour telle ou telle composante, cela ne sera pas sans conséquences. Je ne pense pas que l'apparition de ces galaxies ingérables favorise les collaborations entre les formations fondamentales et les formations professionnelles ou appliquées, dans l'intérêt des étudiants qui doivent pouvoir passer d'un secteur à l'autre (dans les deux sens). Je pense exactement le contraire. Écoutons les employeurs qui regrettent parfois que les formations professionnelles fassent accéder au marché de l'emploi des jeunes étroitement formatés, faute d'avoir été préparés à la polyvalence et de disposer d'une culture générale. On se prend à penser que la loi LRU pourrait n'être, pour certains, qu'une étape dans la mesure où elle fait encore sa part à la démocratie interne. Quant à l'articulation entre carte universitaire et collectivités départementales et/ou régionales, ce n'est même pas la peine d'en parler.

Pour finir sur ces questions, il est autre sujet sur lequel il conviendrait, avec l'aide des organisations étudiantes, de faire un bilan : les bourses et le logement étudiant.

Guy Lachenaud guy.lachenaud@orange.fr



Gérard Habrioux Première Année des Études de Santé

L'élaboration de moult rapports, plus de 10 années de discussions et réflexions entre les enseignants, les conférences de doyens et les étudiants ont été nécessaires pour que les études de santé s'intègrent dans le LMD et aboutir enfin à l'élaboration du premier étage « première année des études de santé. On serait tenté de dire **Tout cela pour cela.**

Car cette PAES représente un montage donnant l'illusion de ... LMD. Mais elle ne résout toujours pas les problèmes de fond qui sont :

- Les néo étudiants n'ont qu'une impression idéalisée des métiers de la santé
- Un concours ne permettra jamais de faire un choix raisonné d'études
- L'inégalité dans l'accessibilité à ces études.

Et elle ne prend surtout pas en compte les conditions matérielles d'enseignement de cette première année dans les différentes universités, notamment en médecine, odontologie et maïeutique.

En effet cette PAES est un ersatz de philosophie LMD dans la mesure où un concours discriminatoire est conservé au prétexte de **l'excellence**. Les plus « faibles étant refoulés en faculté des Sciences ...en cours d'année. Bonjour l'idée que se font les « médicaux » des facultés des Sciences. Les enseignants de celles-ci apprécieront. (Il est plaisant aussi de faire remarquer que le dernier prix Nobel français de médecine ainsi que les grands praticiens ont été issus de cursus sans concours d'entrée !!!!!!!)

Soyons clair. Il faut abroger ce concours. En effet celui-ci, à l'époque, n'était uniquement qu'un moyen de contrôle de connaissances permettant d'élaborer une « liste des candidats à poursuivre en 2^{ème} année » (titre de la circulaire du ministère). De plus il entraîne des mal être profonds chez les étudiants qui subissent une pression parentale et sociétale énorme. En cas d'échec c'est ressenti comme une catastrophe. Même en cas de succès, si finalement ces études ne correspondent pas à leurs souhaits (ce n'est pas un phénomène marginal), comment renoncer à ces études considérées comme prestigieuses quand les parents se sont sacrifiés ? Il eut été préférable d'intégrer directement tous les néo-étudiants désirant intégrer ce secteur d'études dans le domaine Biologie-Santé (enfin bien identifié dans l'architecture LMD). Ensuite, et seulement ensuite, l'étudiant, à l'issue d'une réflexion de citoyen responsable de sa vie et de son travail personnel (travaux pratiques entre autre) détermine alors sa filière d'étude par un choix **positif** d'UE

spécifiques permettant d'intégrer la suite de son cursus. Le système LMD permet cette **orientation naturelle active et positive. Oui mais sans concours.** Et par ailleurs, un mode de contrôle des connaissances bien élaboré dans le système LMD ne sera pas moins performant que le concours actuel -Les médecins formés en Amérique et en Europe n'ont pas de concours d'entrée, ont d'abord un apprentissage en Sciences et ne sont pas plus mauvais que les médecins français. Rappelons ironiquement que l'on fait appel à des médecins européens (mal considérés) pour exercer en France afin de combler le déficit démographique actuel.

D'autre part le **numerus clausus** est un frein dans la gestion de la démographie des personnels de santé. Le système LMD offre une grande souplesse et permettrait des passerelles bidirectionnelles en L2 ou L3. La spécialisation se faisant seulement en master, soit en direction de l'exercice professionnel, soit dans l'industrie, soit dans la recherche, soit dans l'administration etc.. Rappelons, pour anticiper certaines objections, que l'exercice professionnel ne peut se faire que par la validation cumulée des enseignements théoriques, des stages professionnels et de la thèse d'exercice. Donc un numerus clausus à l'entrée du cursus n'a pas de sens.

Par ailleurs, depuis longtemps l'Enseignement dirigé en médecine était pratiquement absent de cette première année. La mise en place de cette PAES génère des groupes de 100 à 150 étudiants. Peut-on parler dans ces conditions d'enseignement dirigé. En tous les cas cela représente une dégradation de l'enseignement pour les étudiants de pharmacie (dont la taille des groupes était jusqu'à maintenant raisonnable). Déjà les étudiants s'orientaient vers des structures privées pour préparer ces concours. Parions que cela va empirer car certains n'hésiteront pas de faire une voire 2 années complètes dans ces structures avant de s'inscrire à l'Université. Le risque d'échec au concours ayant de graves conséquences dans l'organisation de cette PAES.

Aussi la mise en place de cette PAES a montré seulement l'immense imagination des enseignants pour élaborer des « montages » sous couvert de LMD, sans tenir compte de l'attente et de la préoccupation des étudiants, du rôle d'ascenseur social de l'Université, ainsi que de la place de la formation dans les besoins de notre société.

Encore une réformette ratée.

Gérard Habrioux



Création de l'UNSA Recherche

Les PPP dans l'enseignement supérieur (3)

Dominique Lassarre



Résumé des chapitres précédents. Après avoir montré (*Sup'R Infos N° 64*) que les partenariats publics privés recouvrent des définitions diverses mais qu'ils consistent essentiellement à privatiser les gains et à charger les institutions publiques des pertes, nous avons vu que les États, encouragés par la Banque Mondiale, l'OCDE et le FMI, privilégiaient les PPP car ceux-ci leur permettent d'équilibrer leur budget et de contourner les contraintes liées à la dette publique (*Sup'R Infos N°65*).

Que pensent les syndicats d'enseignants des PPP ?

L'Internationale de l'Éducation (IE) a mené une vaste enquête sur les PPP dans le domaine de l'éducation auprès d'un échantillon de 84 organisations syndicales couvrant tous les niveaux éducatifs dans 57 pays de toutes les régions du globe et de tous les niveaux de développement économique. Nous en présentons ici les principaux résultats.

La perception du terme PPP est à la fois générique et confuse. En effet, selon les syndicats, le secteur privé engagé dans les PPP comprend des entreprises, des banques, des institutions religieuses et des fondations caritatives, des ONG et les parents. Les syndicats des pays pauvres (affectant moins de 6 % du PIB en faveur de l'éducation) sont les plus familiers du terme.

Il existe une grande diversité de PPP dans l'éducation. Les PPP d'infrastructures (constructions), la sous-traitance de services (entretien) et les partenariats pour l'innovation et la recherche sont les plus courants. Plus les pays sont développés plus ces derniers s'imposent comme mode de financement de la recherche. Les syndicats ont le sentiment que les PPP altèrent l'éthique de l'enseignement public et le rôle des enseignants, mais qu'ils offrent un soutien financier et technique à l'enseignement public. Cette seconde approche est spécifique des pays les plus pauvres, alors que les pays riches tendent à la rejeter. Mais tous rejettent l'idée que les PPP amélioreraient la gestion du système éducatif ou qu'ils permettraient de réaliser des économies de fonds publics. La majorité des répondants estiment que les PPP d'infrastructures ou de gestion privée d'équipements éducatifs n'accroissent pas la rigueur de passation des marchés, n'apportent pas de soutien financier aux réformes éducatives, ne fournissent pas une éducation de qualité acceptable et n'innovent pas en matière de gestion.

Toutefois les syndicats africains jugent positivement leur impact : ils offrent un soutien financier et technique indispensable, une éducation de qualité acceptable et financent des réformes éducatives. Deux tiers des syndicats déclarent que les PPP détériorent les conditions de travail,

multiplient les emplois précaires, pénalisent les femmes, changent le rôle des enseignants ainsi que leur éthique, rendent le travail des organisations syndicales plus difficile. Globalement, ils ont un impact négatif sur la qualité de l'enseignement.

Une majorité de répondants déclarent avoir une politique syndicale sur les PPP. Ils estiment généralement qu'il faut lutter contre leur introduction dans le secteur éducatif. Ils font quelques propositions pour minimiser leur impact négatif : une plus grande transparence dans l'attribution des marchés et la passation des contrats, ainsi que la participation des syndicats dans la mise en œuvre et l'évaluation des PPP.

L'engagement des syndicats dans les PPP peut-il atténuer leur impact négatif ?

La plupart des syndicats prévoient un recours continu et croissant aux PPP dans le système éducatif de leur pays. Ils constatent un développement des PPP d'infrastructures, une utilisation de chèques-éducation, la sous-traitance de formations pour les enseignants et les élèves, une gestion et une maintenance privée des infrastructures, des technologies innovantes et des services de restauration.

Seul un quart d'entre eux se déclare engagé dans un programme ou un projet de PPP. Il s'agit le plus souvent de la sous-traitance de services. Leur participation permettrait de protéger les conditions de travail, de ralentir le processus de PPP et/ou de le réorienter vers des objectifs moins centrés sur le profit. Environ 48% des répondants indiquent qu'ils envisageraient l'implication du syndicat dans les PPP s'ils avaient l'opportunité.

Il n'y a pas de position commune des syndicats membres de l'IE à l'égard des PPP avec un nombre pratiquement équivalent de syndicats opposés aux PPP dans le secteur éducatif et de syndicats les acceptant sous condition. Les niveaux économiques des différents pays expliquent largement ces divergences.

Dominique Lassarre

Parmi les collègues qui ont été très actifs au sein de notre Conseil National, qui se sont investies de longues années au sein de notre syndicat et qui vont pouvoir continuer pendant leur retraite que nous leur souhaitons excellente Sup'Recherche tient à saluer et à remercier chaleureusement, en particulier, Jean- Michel Richard, qui a été notre trésorier (ci-contre).





Patrice Brun

La RCE dans les établissements

La loi LRU de l'été 2007 prévoit que, entre le 1^{er} janvier 2009 et le 1^{er} janvier 2012, l'ensemble des universités passeront aux « Responsabilités et Compétences Élargies ». Certaines universités ont fait le choix de passer dans les premières, d'autres attendent le dernier moment pour le faire. Au début de l'année 2011, ce sont presque 90 % des établissements qui sont devenus autonomes.

L'autonomie, c'est d'abord et avant tout le transfert de la masse salariale aux universités autonomes, qui sont chargées désormais de gérer leurs emplois dont elles sont propriétaires. Concrètement, il n'est plus nécessaire à présent de passer par le ministère pour obtenir le redéploiement d'un poste d'une section CNU vers l'autre. Il est également possible de transformer un poste d'enseignant-chercheur en poste BIATOSS – ou l'inverse – sous la condition qu'une telle transformation soit « soutenable » par le budget de l'établissement, c'est-à-dire que ce dernier soit en capacité de payer la différence éventuelle entre les traitements annuels des deux postes.

Car la loi sur l'autonomie prévoit également que l'établissement autonome est doté par le ministère de deux plafonds qu'il ne peut pas dépasser : un plafond d'emplois (en Équivalent Temps Plein) et un plafond de la masse salariale, tous deux définis par le ministère. L'expérience montre qu'il n'y a pas de « négociation » entre les deux parties, mais que la direction des affaires financières du ministère fixe les deux plafonds, après une discussion plutôt formelle avec l'établissement. La masse salariale ne peut être dépassée, sauf si, par exemple, l'État accorde une augmentation de traitement à l'ensemble de ses fonctionnaires. Il n'est pas possible de puiser, en fin d'année, dans le fonds de roulement de l'établissement pour combler un « trou » éventuel, sauf si le rectorat, tutelle des universités, autorise un tel transfert.

Les RCE possèdent en eux-mêmes des avantages non négligeables : elles permettent, là encore si la situation rend la solution « soutenable », de transformer des postes reconnus vacants par le ministère et occupés par des contractuels, en postes de fonctionnaires. Il devient aussi possible de créer des primes pour les non titulaires comme il est possible d'augmenter le nombre et la quantité des primes (PES...) pour les titulaires, de « repyramider » les emplois, toujours sous condition de « soutenabilité budgétaire ».

Mais l'expérience montre aussi que les RCE comportent des inconvénients qu'il ne faut pas minimiser, d'ordre essentiellement budgétaire. Les universités passées au RCE en 2011, qui ont été incitées par la DGESIP, la Mission d'accompagnement des réformes et jusqu'au cabinet de la ministre lui-même, à « saturer » les emplois se retrouvent dans des conditions difficiles. « Saturer les emplois », c'est placer, sur des postes vacants l'année qui précède les RCE, le maximum de titulaires sur des postes occupés par des fonctionnaires, BIATOSS comme enseignants. Ainsi, la campagne d'emplois 2010 a-t-elle permis à ces établissements de parvenir à un taux de saturation des emplois proche de 95%. Mais la réduction très forte de l'aide promise par l'État (1 milliard d'euros de plus par an pour accompagner, entre autres, le passage à l'autonomie, ne sont pas au rendez-vous cette année) a gelé la masse salariale de 2010 pour 2011. En clair, un poste occupé par un

contractuel, et sur lequel l'établissement aura mis un titulaire pour la rentrée 2010 sera compté par le ministère comme ayant été occupé pendant huit mois par un ATER (dans le cas d'un poste d'enseignant-chercheur) et quatre mois par un Maître de Conférences ou un Professeur. Il versera donc à l'établissement pour 2011 ce qu'il a versé pour ce poste en 2010, en feignant d'ignorer qu'en 2011, celui-ci devra payer 12 mois un traitement de Maître de Conférences ou de Professeur... Si l'on songe que la même situation se retrouve plusieurs fois dans l'établissement et qu'elle touche aussi les personnels BIATOSS, on comprend pourquoi, dans les universités passées en janvier 2011, ce sont des centaines de milliers d'euros qui manquent d'ores et déjà à la masse salariale de 2011.

Mais la situation se complique encore avec des aspects qui viennent s'ajouter à la masse salariale et que l'établissement ne peut pas forcément contrôler. Ainsi en va-t-il du fameux « GVT », « Glissement Vieillesse Technicité », selon lequel un agent coûte plus cher en fin de carrière qu'en début et qu'il n'est pas aisé de maîtriser. Le départ de l'âge de la retraite, par exemple, est déterminé par l'agent, pas par le président de l'université : un PR de classe exceptionnelle qui décide de partir à 68 ans comme il en a le droit coûtera plus cher qu'un collègue de même rang qui partirait à 65 ans et serait remplacé par un PR de deuxième classe. Les promotions décidées par le CNU échappent pareillement à des décisions prises en interne, de même que les mutations : serait-il envisageable pour un CA de refuser la mutation d'un collègue MCF hors classe ou d'un PR de classe exceptionnelle sous le seul prétexte qu'ils coûteraient trop cher ? On pourrait aussi parler des mutations d'enseignants-chercheurs détenteurs de PES ou membres de l'IUF...

Les difficultés financières dont la presse a pu se faire l'écho récemment sont difficiles à analyser avec sérénité. Certains établissements ont, semble-t-il, ouvert un peu largement les promotions et accordé une politique indemnitaire généreuse, qui explique certains déficits, mais pas tous. Les « impondérables » ci-dessus évoqués en déterminent la majeure partie.

Le passage à l'autonomie financière a nécessité de la part des établissements des restructurations importantes : il a fallu redéployer entre sept et douze emplois selon la taille des universités pour le service de la paye, la comptabilité, les RH, le service du personnel etc., tâches auparavant dévolues au ministère ou à la Trésorerie Générale. C'est bien à un transfert des charges de l'État vers les universités auxquelles on a assisté. Jusqu'en 2010, ce transfert était financé. En 2011, il ne l'est plus, cependant que les tâches, elles, continuent à l'être. C'est donc désormais aux universités elles-mêmes, à leurs CA, à leurs équipes dirigeantes, que revient la tâche de tailler des coupes dans les budgets RH, formation, recherche. En d'autres termes, d'appliquer la Révision Générale des Politiques Publiques au nom d'un État qui se refuse à prendre ses responsabilités.

Dans ce contexte, les annonces répétées d'un enseignement supérieur et d'une recherche qui feraient l'objet des soins les plus attentionnés de la part du gouvernement font sourire amèrement ceux qui sont chargés d'appliquer les RCE sur place...

Patrice Brun, Sup'Recherche Bordeaux

Recherche précarisée, recherche atomisée
Production et transmission des savoirs à l'heure de la précarisation

par le collectif P.E.C.R.E.S.

[Pour l'Étude des Conditions de travail dans la Recherche et l'Enseignement Supérieur]

AUX ÉDITIONS RAISONS D'AGIR
UNE ENQUÊTE SUR LA PRÉCARISATION
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE



Pour se le procurer il suffit d'envoyer un message au Siège, à Cyrille Mourton avec un chèque de 8 euros (frais postaux inclus) et l'adresse à laquelle vous souhaitez recevoir le/les exemplaires.

Ne pas hésiter à diffuser car c'est très instructif et nous en avons beaucoup !

Les représentants de Sup'Recherche-UNSA sont chargés de dossiers spécifiques.

Nouvelle Equipe Nationale

Nom		Dossiers	Université
Christine ROLAND-LEVY	Secrétaire Générale	CNESER, CNU	Reims
Stéphane LEYMARIE	Secrétaire National	Comm. Adhérents	Metz
Yves MARKOWICZ	Secrétaire National	Corpo.	Grenoble
Jean-Georges GASSER	Secrétaire National	Finances, CNESER	Metz
Dominique LASSARRE	Secrétaire National	International	Retraitée
Véronique BENZAKEN	Secrétaire National	Recherche, CNESER	Paris Sud
Hayat LOTFI	Secrétaire National	Trésorière	Limoges
Denis ABECASSIS	Secrétaire National	CNESER, Mastérisation	Nanterre
Valérie SAINT-DIZIER	Conseil National	Site, CNESER	Nancy
Jacky CAILLIER	Conseil National	Licences	Perpignan
Colette JOHNEN	Conseil National	Licences, référentiel	Bordeaux 1
Blaise TOUZARD	Conseil National	CNU	Bordeaux 1
Christophe BERNARD	Conseil National		IUFM Tours
Patrice BRUN	Conseil National		Bordeaux 3
René CLARISSE	Conseil National		Tours
Jean-Charles DROUET	Conseil National		Retraité
Gérard FOUCHER	Conseil National		Dijon
Patrice GADELLE	Conseil National		Retraité
Raoul LUCAS	Conseil National		Réunion
Gérard POULOUIN	Conseil National		Caen
Laurence OMS	Conseil National		Perpignan
Olivier BIREMBAUX	Conseil National		Valenciennes
Cyrille MOURTON		Secrétariat Sup'R	Paris Descartes

CASDEN, la banque de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture

La CASDEN affirme ses valeurs d'entraide et de solidarité et donne à tous les personnels de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture la possibilité de réaliser leurs projets dans les meilleures conditions. Partager avec vous une relation de confiance, à la CASDEN c'est une priorité.

Un réseau de Chargée de Relation Enseignement Supérieur et Recherche à votre disposition

■ Coordonnées disponible sur www.casden.fr

